

AVANTAGES A DEVENIR PARTIE AU PROTOCOLE MAC

I. AVANTAGES ECONOMIQUES ET JURIDIQUES

A. Sécurité juridique accrue pour les créanciers, réduction des coûts de financement pour les débiteurs

1. D'un point de vue juridique, le Protocole MAC apportera une plus grande certitude concernant les droits des créanciers garantis et des débiteurs. Il clarifie les droits d'un créancier sur le matériel au moyen d'un régime juridique prévisible et uniforme, soutenu par un système de registre international en ligne. Le Registre international clarifie la position des créanciers et leur rang dans la hiérarchie des créances en cas de défaillance ou d'insolvabilité. En outre, le nouveau cadre établit le droit de recouvrer rapidement l'actif et offrira aux créanciers un ensemble de mesures efficaces.
2. En renforçant la position du créancier, le Protocole réduit le coût de la mobilisation de fonds pour l'acquisition de matériels d'équipement MAC. Le Protocole encouragera les financeurs à intervenir sur de nouveaux marchés et encouragera les banques à engager des montants plus importants dans les opérations et à proposer du crédit à moindre coût. Ces avantages amélioreront l'accès au crédit des débiteurs, ce qui leur permettra d'acquérir de nouveaux matériels d'équipement pour améliorer leurs opérations dans les secteurs MAC.

B. Quels sont les bénéficiaires du Protocole MAC ?

- Les exploitants agricoles et les autres opérateurs agricoles profiteront d'un meilleur accès aux matériels d'équipement agricoles modernes à moindre coût, leur permettant d'augmenter leur productivité et leurs rendements.
- Les constructeurs et autres opérateurs de la construction profiteront d'un meilleur accès aux matériels d'équipement de construction modernes à moindre coût, diminuant ainsi les coûts de fonctionnement et les risques.
- Les opérateurs du secteur des mines profiteront d'un meilleur accès aux matériels d'équipement miniers modernes à moindre coût, augmentant ainsi leur productivité, leur rentabilité et leur capacité d'extraction.
- Les fabricants bénéficieront d'une demande accrue de leurs matériels d'équipement et de ventes plus importantes.
- Les marchands et revendeurs seront en mesure d'exporter et d'importer un volume accru de matériels d'équipement et de déployer leurs activités sur de nouveaux marchés.
- Les financeurs bénéficieront d'une protection juridique accrue lors de l'octroi de crédit, ce qui leur permettra de fournir des financements moins coûteux sur les marchés existants et d'étendre leurs activités à de nouveaux marchés.
- Les cabinets d'avocats bénéficieront du travail juridique créé par une augmentation globale des opérations de financement transfrontalières.

C. Impact sur le développement économique, la sécurité alimentaire et les infrastructures

3. Les avantages économiques escomptés sont énormes pour les pays qui ratifient le Protocole. Un rapport indépendant publié en 2018 par *Warwick Economics and Associates* indique que le Protocole MAC

devrait avoir un impact positif de 23 milliards USD sur le PIB des pays en développement et de 7 milliards USD des pays développés, pour un impact total sur le PIB équivalent à 30 milliards USD par an ¹. On estime également que, sur une période de dix ans, le Protocole pourrait augmenter de 90 milliards de dollars le parc de matériels d'équipement MAC dans les pays en développement. L'évaluation économique ayant été limitée aux 63 Etats membres d'UNIDROIT, l'impact économique mondial réel sera probablement beaucoup plus important.

4. Du point de vue du développement, le Protocole MAC constitue l'un des instruments de droit commercial les plus importants pour améliorer la croissance économique, la sécurité alimentaire et les infrastructures. Dans les pays émergents et en développement, non seulement le Protocole MAC permettra un financement moins coûteux et un meilleur accès aux matériels d'équipement MAC modernes, mais il servira également d'outil de modernisation simple à mettre en œuvre. Le plus souvent, les économies émergentes et en développement dépendent surtout des industries primaires telles que l'agriculture et l'exploitation minière. Le Protocole stimulera une productivité globale accrue dans les secteurs MAC, et augmentera le PIB des Etats qui le soutiennent et le ratifient. Le Protocole peut être mis en œuvre parallèlement aux réformes du droit interne des opérations garanties, renforçant ainsi les initiatives en cours dans de nombreuses régions.

5. Les pays développés bénéficieront du Protocole car il devrait faire baisser le coût du crédit sur leurs marchés intérieurs. En outre, l'harmonisation de leur législation sur les opérations garanties avec celles d'autres pays créera un environnement juridique uniforme pour le financement des matériels d'équipement MAC, réduisant ainsi considérablement les risques juridiques et les coûts afférents en matière de diligence et créant de nouveaux marchés pour l'exportation de matériels MAC, pour le financement et la fourniture de services juridiques.

II. POURQUOI LES ETATS DEVRAIENT-ILS APPUYER ET RATIFIER LE PROTOCOLE?

6. Les avantages économiques et juridiques du Protocole ne se produiront que lorsque les pays mettront en œuvre le Protocole. Pour qu'un pays tire parti du cadre juridique du Protocole MAC et de ses avantages économiques, il devra ratifier à la fois la Convention du Cap et le Protocole MAC.

¹ Voir <https://www.unidroit.org/english/documents/2018/study72k/1808-final-mac-protocol-ea.pdf>.